

Compte-rendu de l'atelier

La résilience de l'Afrique de l'Ouest urbanisée face aux changements climatiques

22 février, 2008, Institut de Gorée, Ile de Gorée, Sénégal

Introduction

Comme le quatrième rapport d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) l'a souligné, vu son état socio-économique, l'Afrique est un des continents le plus vulnérable vis-à-vis les changements climatiques et la variabilité climatique. Le continent souffre de l'interaction des stressés multiples, qui se produisent sur différents niveaux et qui emmènent vers une capacité réduite d'adaptation. Cette vulnérabilité est d'autant plus importante à cause des défis de développement existants tel que la pauvreté, les enjeux de la bonne gouvernance, le faible cadre institutionnel, l'accès limité aux capitaux et aux marchés, aux infrastructures et à la technologie, la dégradation des écosystèmes, les désastres et les conflits. La capacité d'adaptation limitée de l'Afrique renforce la vulnérabilité du continent vis-à-vis les changements climatiques projetés.

2 Présentations une par David Simon (Royal Holloway, University of London) et l'autre par Roberto Sanchez-Rodriguez (University of California, Riverside) ont introduit le thème de la journée avec des informations sur les approches et les enjeux des Villes Africaines face aux changements climatiques et à travers une perspective intégrée sur les villes et les changements climatiques, mettant en avant l'atténuation, l'adaptation et le développement durable. Ces présentations introductives ont mis en avant l'importance historique des tendances actuelles où les impacts croissants des Changements Environnementaux Globaux (CEG, une notion plus complète que le changement climatique) sont associés à l'important phénomène de l'urbanisation. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la moitié de la population mondiale habite dans des villes. Selon le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, la concentration actuelle des gaz à effets de serre dans l'atmosphère est d'environ 430 parts par million (ppm) avec un taux de croissance annuelle de 2 ppm.

Une discussion sur les CEG va au-delà d'une discussion classique sur les désastres naturels. La plupart des désastres se produisent soudainement et pour une durée très limitée (par exemple des tremblements de terres, des éruptions volcaniques, cyclones, et des inondations). Par contre, les CEG englobent une combinaison des désastres plus fréquents et plus sévères et des changements lents mais avec un impact à long terme face aux nouvelles conditions (comme la montée du niveau de la mer, l'augmentation des températures atmosphériques, les régimes pluviaux qui changent). Les impacts des CEG sur des groupes sociaux et lieux spécifiques diffèrent aussi bien dans les périmètres urbains qu'en dehors. Ceci est très important, singulièrement du point de vue des pauvres, qui souvent habitent les zones les plus exposés d'où le défi de travailler à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Les défis de gouvernance, de planning et d'attribution des ressources sont immenses sur le plan de l'atténuation (réduction des impacts et de la

vulnérabilité aux impacts sur le moyen et le long terme) et l'adaptation (changements à long terme dans le planning urbain, modes de vie et utilisation des ressources).

Ce qui est important à savoir c'est que la géographie des émissions mondiales a changé de manière rapide, avec des pays qui font partie des émetteurs les plus importants dans chaque continent. L'Afrique du Sud est le pays africain qui émet la plus grande quantité de gaz à effet de serre. Généralement, les villes sont des sources importantes des émissions à cause des industries, véhicules et l'usage du bois, charbon et autres formes de combustibles par les habitants les plus pauvres. L'image globale par contre est très contrastante ; l'Afrique contribue pour seulement 4 % des émissions de gaz à effet de serre mais devra faire face à des impacts de plus en plus sévère des CEG.

Prof. David Simon a expliqué que la combinaison précise des impacts des CEG – certains sont d'ailleurs déjà sentis - varie selon les régions, la configuration des côtes intérieures, les relations urbain-rural.

Pour des villes à l'intérieur des pays, les régimes pluviaux qui changent (en Afrique Subsaharienne, les tendances des 30 dernières années étaient souvent vers le bas) affectent la provision en eau et la production agricole. Par contre, beaucoup de grandes villes africaines et une grande partie de la population sont localisées dans des zones côtières. Ces villes et leurs infrastructures, habitations et facilités industrielles et commerciales sont souvent construites sur des zones de basse altitude vulnérables aux inondations, et à la salinisation des ressources en eau lors des tempêtes et à cause de la montée de la mer. A titre d'exemple, la prédiction moyenne d'élévation du niveau de la mer à Cotonou est de 20 cm en 2050 et 49 cm vers 2100. Les estuaires, les embouchures de rivières et les lagons sont aussi très vulnérables. Les modes de vie liés à ce type de milieu sont souvent menacés, notamment la pêche.

Ces 2 présentations clés ont mis l'accent sur les implications sur le développement en rapport avec la complexité introduite par les impacts et les réponses sur les CEG réels et supposés. Prof Sanchez a mis en avant des données sur la région de Dakar tandis que Prof Simon a illustré ses propos avec des exemples spécifiques des villes comme Lagos, Cape Town et Mombasa.

Le cas de Dakar, Sénégal : les problèmes environnementaux et l'articulation avec les impacts de et les éventuelles réponses face aux changements climatiques- Institutions et vision à long terme

Des introductions sur le cas de Dakar ont été fait par Alé Badara Sy, chef de projet du Projet de Stratégie de Développement de Grand Dakar et Mansour Tall, HPM de ONU-HABITAT au Sénégal.

La région de Dakar, avec la ville de Dakar comme capitale du pays, abrite environ 2,5 millions de gens. La région de Dakar représente 0,28 % du territoire sénégalais mais rassemble 25% de sa population. La moitié de la population urbaine Sénégalaise habite à Dakar. La région concentre plus que 80% des activités économiques nationales et est administré à travers 53 communes

d'arrondissements. L'environnement urbain est considéré comme étant en phase de dégradation. Au dépit de ces problèmes et contraintes, Dakar continue à recevoir plus d'habitants. Les tendances générales sont à l'urbanisation croissante et à une bipolarisation entre la côte et l'intérieur.

La planification urbaine est considérée comme déficitaire avec une fragmentation institutionnelle et sectorielle extrême sous l'égide d'un ensemble administratif incapable de faire face à des crises telle que les inondations et l'érosion côtière. Une nouvelle stratégie pour le développement urbain de la Région de Dakar est nécessaire comme réponse au déficit de planification actuelle. Une nouvelle approche intégrale de la planification urbaine pourrait mettre en relation tous les secteurs et toutes sortes d'acteurs à la recherche des solutions pour les problèmes de la région de Dakar, de telle manière que les problèmes environnementaux puissent être pris en compte. Ceci devrait permettre que le dialogue entre les différents acteurs soit plus facile et puisse contribuer à définir la vision du développement urbain de l'agglomération de Dakar.

La région métropolitaine de Dakar doit faire face à plusieurs défis. Les collectivités locales doivent assumer la responsabilité sur les enjeux environnementaux et faciliter la participation citoyenne dans la prise de décision. Les collectivités locales devraient aussi prendre en compte la dimension environnementale de la planification. Les plans généraux doivent être articulés et les politiques sectoriels harmonisés. Le dialogue entre les différents acteurs doit être encouragé y compris le dialogue avec le secteur privé. Il est également important d'éduquer les citoyens de Dakar à l'égard du changement de comportement et du respect des normes.

Points de vue des participants

Les positions des maires, du personnel technique et des conseillers municipaux (praticiens) qui participent à l'atelier ont montré un grand intérêt à collaborer avec les initiatives locales et internationales visant à combattre les effets négatifs du changement climatique ainsi que l'accroissement de la résilience des villes aux changements climatiques.

Les préoccupations relatives à la sécheresse, l'augmentation du niveau de la mer, l'érosion côtière et les changements dans la pratique d'exploitation de la terre ont été soulevées à plusieurs reprises.

On note aussi un intérêt général de leur part à intégrer la protection de l'environnement dans leurs activités professionnelles. Accepter la nécessité d'intégrer et d'ériger au rang de priorité les préoccupations environnementales ne sont évidemment pas suffisantes. Le défi principal est de convaincre les politiques à le faire.

Un autre défi porte sur une meilleure préparation et armement des techniciens, ce qui nécessite des améliorations considérables en matière d'accessibilité et de qualité des données.

Manifestement, il existe un consensus sur le manque de ressources humaines et financières. Et les Maires reconnaissent leur manque d'expertise sur la problématique du changement, climatique et ses effets sur les villes.

D'autres cependant ne partagent pas ce point de vue ; il en découle que la question doit être explorée plus en profondeur ; des discussions qui s'appuient sur les savoirs locaux est nécessaire pour savoir si la rareté de ressources est une réalité ou alors une perception.

La communication verticale et horizontale a été soulevée par les praticiens comme un des points importants au sein des entités administratives à travers l'espace et au niveau des différentes échelles.

Les problèmes de la communication / coordination horizontale découlant d'actions maladroitement rendues publiques à partir d'entités gouvernementales conduisent à des conflits et difficultés dans la résolution des problèmes environnementaux.

L'exemple des 53 maires ou responsables de Districts de Dakar qui ne sont pas capables de coopérer ainsi que le manque de cadre approprié pour assurer cette coopération - a été souvent mentionné.

Qui plus est, les enjeux liés à la communication et à la coordination verticales, - des informations qui circulent dans les deux sens entre le national, régional et les gouvernements locaux- constituent aussi un point clé en l'Afrique de l'ouest.

Il y a besoin d'un équilibre correct entre les responsabilités qui existent aux divers niveaux, régional, national et international, c'est-à-dire une sorte de responsabilité partagée.

La question d'une décentralisation inadéquate a été stratégiquement présente dans les discussions. Il y a un déséquilibre frappant dans le processus de gouvernance de la décentralisation. Alors que beaucoup plus de responsabilités sont dévolues aux autorités, ce processus ne coïncide pas avec la mise à disposition de ressources adéquates pour remplir leurs missions.

Les maires ont particulièrement identifié la difficulté d'utiliser leurs ressources humaines. Certaines compétences de base ne sont pas disponibles ou sont inappropriées mais d'autres (telles que les capacités de gestion environnementale) existent réellement mais leur déploiement est bloqué par l'inadéquation des ressources monétaires.

Finalement, on a un mandat pour aller de l'avant : les maires ont accepté que même les petits pas étaient susceptibles de créer du changement. Des acteurs et agents sincèrement ouverts aux changements existent au niveau local.

Les maires sont préparés à aller de l'avant une fois qu'ils obtiennent des fonds associés à des changements de politiques qui soient capables de construire une résilience améliorée dans leurs villes.

Il est très important d'articuler clairement les stratégies à développer ainsi que les actions à entreprendre par l'Etat en utilisant sur place les compétences et expériences existantes en les adaptant au changement climatique.

Les plans d'action locaux (rectifiés tous les 3 ou 5 ans) constituent des points d'entrée importants pour un changement dans la gouvernance locale pour rendre conformes les politiques qui augmenteraient la résilience au changement climatique.

Les institutions locales et internationales ont un grand rôle à jouer dans le renforcement des réponses locales aux changements climatiques. Les représentants en provenance des institutions impliquées dans la résilience aux changements climatiques pour les villes de l'Afrique de l'Ouest telles que Enda UN Habitat, PNUD, CRDI et UGEC ont identifié un besoin clair pour la nécessité d'un accent en faveur d'une adaptation au changement climatique dans les villes.

Les praticiens ont aussi suggéré le besoin d'une meilleure coordination et organisation des initiatives de renforcement des capacités.

Des objectifs et actions à entreprendre ont été établis et prévus autour du changement climatique, les défis et opportunités pour un Agenda en faveur d'un développement durable dans les zones urbaines d'Afrique de l'Ouest.

L'atelier a connu un succès du fait d'avoir attiré l'attention sur le besoin de susciter une plus grande conscience de la nécessité de construire une résilience du changement climatique dans les villes ouest africaines.

Il a aussi créé un forum pour des dialogues entre les scientifiques des niveaux local, régional ou international avec des praticiens de la région et a créé les fondements d'une construction en Afrique de l'Ouest d'un Réseau Sous-régional sur le thème "villes et changement climatique".

Il est donc devenu clair qu'il existe des compétences locales non utilisées. Dans un avenir proche, les participants à l'atelier, les programmes et autres parties intéressés travailleront pour faire avancer des capacités d'élaboration politique à travers un mécanisme permanent d'interface entre les politiques scientifiques et de conduite de nouveaux projets de recherche-action.

Nous identifierons les localités particulières qui montrent une forte volonté de mettre en œuvre un changement politique.

Les plans locaux de développement constituent de bons points d'entrées pour intégrer les aspects liés au changement climatique dans la planification locale.

Les autorités locales ne doivent pas attendre l'appui international pour élaborer des cadres de référence mais elles doivent agir au travers des cadres déjà existants. Un objectif exprimé est que les efforts doivent s'orienter vers le renforcement des communautés locales à travailler pour elles-mêmes et trouver des modèles spécifiques au contexte pour l'accroissement de la résilience.

Les chercheurs et praticiens doivent travailler ensemble et conjointement pour définir des agendas de recherche. Tous les groupes concernés doivent identifier et analyser

des études de cas sur les villes d'Afrique de l'ouest en mettant l'accent sur les réussites et bonnes pratiques à partir de l'expérience internationale ; cela soulève probablement des difficultés à partir du moment où les réponses réussies au changement de climat sont liées aux contextes spécifiques.

Le réseau régional en émergence en Afrique de l'ouest continuera à être soutenu à travers les initiatives liées au programme « Villes et Changement climatique » du projet Urbanization and Global Environmental Change de IHDP, du programme ONU Habitat et Enda TM.

Notre but est de développer la nécessaire conscience des citoyens et politiques / praticiens non seulement sur le court et moyen terme mais aussi sur les actions à long terme.

De plus, Le programme de IHDP sur l'Urbanisation et le Changement Environnemental Global, ONU Habitat et Enda TM sont dans un processus pour développer une nouvelle initiative/ un nouveau programme dans le cadre du changement climatique au niveau global, dans les pays du Sud.

Son but principal est de lancer un plan de recherche sur les interactions entre les villes et les changements environnementaux au niveau global pour impliquer les autorités locales des villes concernées et initier des mécanismes prospectifs de réponse au Changement Environnemental Global (GEC).

L'initiative devrait produire une information de qualité aux chercheurs et aux planificateurs urbains et régionaux et renforcer notre compréhension des implications du Changement Environnemental Global sur la société.

Auteurs de brèves contributions

David Simon, Michail Fragkias, Wim Schaerlaekens

AGENDA DE L'ATELIER

8 : 00 Petit Déjeuner

9 H : Bienvenue aux participants

Présentation des participants à l'atelier aux (10 min)

IHDP and the UGEC project, ENDA and UN Habitat (15 min)

Introduction to the workshop (5 Min)

9:30 les problèmes urbains, environnementaux dans le contexte de la globalisation et du changement climatique en Afrique de l'Ouest Urbain, par David Simon- UGEC

9:40 les Villes et le Changement de climat une Perspective Intégrée , Amélioration, adaptation, et Développement Durable) Roberto Sanchez- UGEC

10:00 Discussion

10:30 Pause Café

10:45 Table Ronde. Le cas de Dakar. Problèmes urbains et environnementaux et leurs liens avec de possibles réponses aux changements climatiques Urbain et environnementaux

Facilitateurs: Michail Fragkias (UGEC) et Cheikh Gueye (ENDA)

10:45 la ville de Dakar- Institutions et Perspectives à Long Terme par Ale Sy, Chargé de programme Stratégie de Développement Urbain, Dakar

11:00 Impacts des changements climatiques à Dakar

Facilitateur : Mansour Tall, UN-HABITAT, Chargé Programme - Sénégal

11:15 Discussions

12:15 Pause Déjeuner et Prières

13:45 Table Ronde. Changement climatique: Défis et Opportunités. Pour un agenda vers le développement durable dans les zones urbaines en Afrique de l'Ouest.

Facilitateurs: Karen Seto (UGEC) and Cheikh Gueye (ENDA)

Introduction par les maires et autres praticiens

- Ngone Ndoye, Maire de Rufisque-Est;
- Seydou Zagre, Maire de Koudougou, Burkina Faso;
- Isidore Zongo, programme MDP and SP/CONEDD Ministère de l'Environnement au Burkina Faso ;
- Mutan Hien, Conseiller du Maire de Ouagadougou
- Maire de Ouessa, Burkina Faso;
- Aimé Maxime Onadja, Maire de Pama, Burkina Faso

14:35 Discussion

15:05 PAUSE CAFÉ

15:15 Table Ronde sur le rôle des institutions locales et internationales dans le renforcement des réponses locales au changement climatique

Facilitateurs: Michail Fragkias (UGEC) et Cheikh Gueye (ENDA)

15:15

- ENDA- Isabelle Niang
- CRDI- Nathalie Beaulieu
- UN-HABITAT- Wim Schaerlaekens
- UNDP-GEF- Nicolas Drunet
- UGEC- Karen Seto

16:05 Discussions

16:45 PAUSE

17:00 Synthèse Finale des réflexions sur : la Construction d'un Programme pour les Villes du Sud et le Réseau Régional en Afrique de l'Ouest

Facilitateurs: David Simon (UGEC) et Cheikh Gueye (ENDA)

17:30 Construire des Collaborations entre ENDA, UN-HABITAT, UGEC

6:00 PM Dîner

PARTICIPANTS A L'ATELIER

Serigne Mansour **Tall** , Chargé de Programme ONU-HABITAT Sénégal

Cheikh **Mbow** Institut des Sciences de l'Environnement Laboratoire d'Enseignement et de Recherche en Géomatique (LERG) , Ecole Supérieure Polytechnique (ESP) Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Moussa **Mbaye**, ENDA Diapol, Sénégal

Isabelle **Niang-Diop**, UCAD / ENDA

Mbarack **Diop** Coordonnateur National du Programme GIRmaC, Direction des Parcs Nationaux, Sénégal

Mr. Nicolas **Drunet** UNDP/GEF, Capacity development and adaptation cluster (CDAC), SURF-WCA, Senegal

Karen C. **Seto** Stanford University, US

Roberto **Sanchez- Rodriguez** UC Riverside, US

David **Simon**, Royal Holloway, University of London, UK

Cheikh **Gueye**, ENDA Tiers Monde, Sénégal

Michail **Fragkias**, Executive Officer, UGEC, Arizona State University, US

Urbano **Fra Paleo**, University of Santiago de Compostela, Spain

Alaa **Salama**, Toyota Motor Europe, Belgium

Mamadou **Diop** Directeur de l'Agence de Développement Communal Coordonnateur Agenda 21 Local de Saint-Louis, Sénégal

Ngone **Ndoye**, Maire du Commune d'Arrondissement de Rufisque Est, Sénégal

Isidore **Zongo** chargé de programme MDP et adjoint au point focal changement climat SP/CONEDD – Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, Burkina Faso

Seydou **Zagré** Maire de Koudougou, Burkina Faso

Mutan **Hien** Conseiller juridique à la Mairie de Ouagadougou et Maire de Ouessa, Burkina Faso

Aimé Maxime **Onadja** Maire de Pama, Burkina Faso

Wim **Schaerlaekens** Associate Programme Officer UN-HABITAT Sénégal
Nathalie **Beaulieu**, CRDI Dakar, Sénégal

Serge **Coly**, Direction de l'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Aménagement
du Territoire, du Commerce et de la Coopération décentralisée, Sénégal

Moussa **Sow**, Avenir de l'enfant, Sénégal

Bonkougou **Joachim**, INERA, Burkina Faso

Alé Badara **Sy**, Chef de Projet CDS Grand DakarSénégal

Moussa Na **Abou**, Enda Energie Environnement et Développement, Sénégal